

LE TEMPS

Diplomatie Jeudi 9 avril 2009

La médiation suisse entre la Turquie et l'Arménie, côté coulisses

Par Valérie de Graffenried

Berne aide Ankara et Erevan à normaliser leurs relations. Des rencontres secrètes auraient déjà eu lieu à Berne l'été dernier

Elle le faisait discrètement depuis un an environ. Mardi, Barack Obama l'a annoncé publiquement sur son blog: la Suisse œuvre comme médiatrice entre la Turquie et l'Arménie. Le président américain a du coup révélé que Micheline Calmy-Rey n'était pas seulement à Istanbul pour participer au Forum onusien de l'«Alliance des civilisations». Mais également pour rencontrer, avec le président américain, les chefs de la diplomatie turque et arménienne.

Barack Obama a appelé les deux pays à trouver un accord pour normaliser leurs relations. La Suisse s'y attelle depuis des mois. Interrogée à ce sujet mardi, Micheline Calmy-Rey s'est montrée peu prolixe: «Le processus est en cours. Nous n'informons pas sur le contenu des discussions.» Comme toujours dans ce type de médiation, où la Suisse semble jouer un rôle toujours plus actif, l'affaire est délicate. Et la discrétion de mise.

«Avec la médiation de la Suisse, l'Arménie et la Turquie ont déployé durant des mois des efforts significatifs pour normaliser leurs relations bilatérales et les développer dans un esprit de bon voisinage, aux fins de promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité dans l'ensemble de la région», se contentait de commenter mercredi Jean-Philippe Jutzi, porte-parole du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Il ajoute que les parties ont exprimé leur satisfaction quant aux «progrès significatifs réalisés dans le cadre du processus» et à la «compréhension mutuelle atteinte». Tentative de décryptage.

L'Arménie et la Turquie ont fermé leur frontière commune en 1993. Ex-république soviétique, l'Arménie a obtenu son indépendance en 1991. C'est à partir de cette date que les relations diplomatiques entre Ankara et Erevan ont été rompues en raison de divergences sur le conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan à propos du Haut-Karabakh. Et à cause de la qualification des massacres d'Arméniens commis entre 1915 et 1917 en Anatolie. La Turquie refuse toujours catégoriquement de parler de génocide.

Réunion le 16 avril à Erevan

Selon des proches du dossier, l'accord en préparation pourrait inclure un éventuel «arrangement» à propos du Haut-Karabakh, mais surtout la réouverture des frontières et donc la reprise de relations diplomatiques. Mais pas la reconnaissance du génocide arménien par la Turquie. C'est bien ce que craignent les défenseurs des Arméniens. «J'attends de la Suisse qu'elle contribue à la reconnaissance officielle du génocide, condition indispensable à une véritable réconciliation entre l'Arménie et la Turquie», insiste le conseiller national Ueli Leuenberger (Verts/GE), qui copréside avec Dominique de Buman (PDC/FR) le groupe parlementaire Suisse-Arménie. «Même si le Conseil fédéral a toujours voulu éviter de parler de génocide.»

Mais voilà: la nouvelle équipe dirigeante de l'Arménie elle-même tiendrait beaucoup moins à une reconnaissance officielle de la part des Turcs que la diaspora arménienne. Et pourrait donc se contenter que des historiens se penchent sur les massacres de 1915-1917.

«Accord» le 16 avril?

Un «accord» pourrait déjà être annoncé le 16 avril lors d'une réunion à Erevan de l'Organisation de la coopération économique de la mer Noire, présidée par l'Arménie, insinuent des proches du dossier. Berne ne commente pas l'information. Initialement prévu le 20 avril, le sommet aurait été avancé au 16 pour garantir la présence du chef de la diplomatie turque. D'après le quotidien turc Hürriyet, la participation du ministre Ali Babacan serait surtout motivée «pour éviter une proclamation présidentielle du prétendu génocide des Arméniens le 24 avril», jour officiel de la commémoration des massacres...

Quatre conseillers fédéraux

Selon des médias turcs, des rencontres «secrètes» entre diplomates des deux pays auraient eu lieu à Berne en mai et juillet 2008 déjà. D'autres ont été organisées depuis lors. Mais le DFAE refuse de dire à partir de quel moment la Suisse a véritablement commencé à œuvrer comme médiateur. Pas plus tard qu'à fin janvier, une rencontre, au niveau ministériel, entre Arméniens, Turcs et Suisses a eu lieu à Davos, en marge du World Economic Forum.

Les relations entre Ankara et Erevan se sont assouplies depuis l'élection, en février 2008, du nouveau président arménien, Serge Sarkissian. Le dégel s'est confirmé en septembre, avec la visite historique à Erevan du président turc Abdullah Gül, pour assister à un match de football Turquie-Arménie. Il s'agissait de la première visite d'un chef d'Etat turc en Arménie depuis 1991.

Les visites des conseillers fédéraux en Turquie se sont par ailleurs multipliées ces derniers mois, signe d'un réchauffement évident des relations diplomatiques entre Berne et Ankara. Pascal Couchepin, alors président de la Confédération, s'est rendu en novembre 2008 en Turquie, une semaine après une visite de Micheline Calmy-Rey. La ministre des Affaires étrangères s'était entretenue avec son homologue Ali Babacan, qui lui-même était venu en Suisse peu de temps avant. A Berne, devant son homologue, la ministre avait ouvertement espéré que «la reprise du dialogue entre Ankara et Erevan soit couronnée de succès». Micheline Calmy-Rey s'était d'ailleurs rendue en juin à Erevan, première visite officielle d'un membre du Conseil fédéral dans ce pays.

En novembre 2008, c'est Doris Leuthard qui a pris le chemin de la Turquie. Eveline Widmer-Schlumpf a, elle, pris l'avion pour Ankara en février. Ce qui fait quatre conseillers fédéraux en Turquie en quatre mois! Les relations entre la Suisse et la Turquie étaient auparavant plutôt tendues. Ankara a annulé ou reporté plusieurs visites de ministres suisses en Turquie. Pour protester contre la reconnaissance du génocide arménien par le Conseil national en 2003 et le fait que des intellectuels turcs aient été condamnés pour négationnisme. Le Conseil fédéral a toujours estimé que c'était aux historiens et non aux politiques de se prononcer sur la qualification ou non de génocide.

La Turquie a fini par faire le poing dans sa poche, en acceptant la médiation suisse. Un geste de bonne volonté qui s'adresse aussi à l'UE, à laquelle elle souhaite adhérer.